

Édition 2023

Le SECO

Portrait du Secrétariat d'État à l'économie



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'État à l'économie SECO



« Le SECO se définit comme un fournisseur de services pour toutes les questions relatives à la politique économique suisse : pour les entreprises, pour la société civile et surtout pour les habitants de notre beau pays. Nous promovons une croissance économique durable et visons un niveau d'emploi élevé, assorti de conditions de travail équitables. Mon équipe s'engage pour le maintien de la prospérité en Suisse. Pour cela, elle crée les conditions-cadre nécessaires en matière de politique économique.

Le portrait que vous tenez entre vos mains vous donnera un aperçu de l'éventail de nos activités et des défis qu'il nous incombe de relever.

Bonne lecture ! »



Helene Budliger Artieda
Directrice du SECO

Vue d'ensemble du SECO

Le SECO est le centre de compétence de la Confédération pour les questions de politique économique. Son but est d'assurer une croissance économique durable, un niveau d'emploi élevé et des conditions de travail équitables. C'est pourquoi le SECO définit et met en œuvre les conditions-cadre de politique économique intérieure et extérieure.

6–9

Direction du travail

La Direction du travail est chargée de la surveillance, du pilotage et de l'exécution dans les domaines des conditions de travail, du service public de l'emploi, de l'assurance-chômage et des mesures d'accompagnement. Elle fonde son action sur une dizaine de lois différentes.

10–13

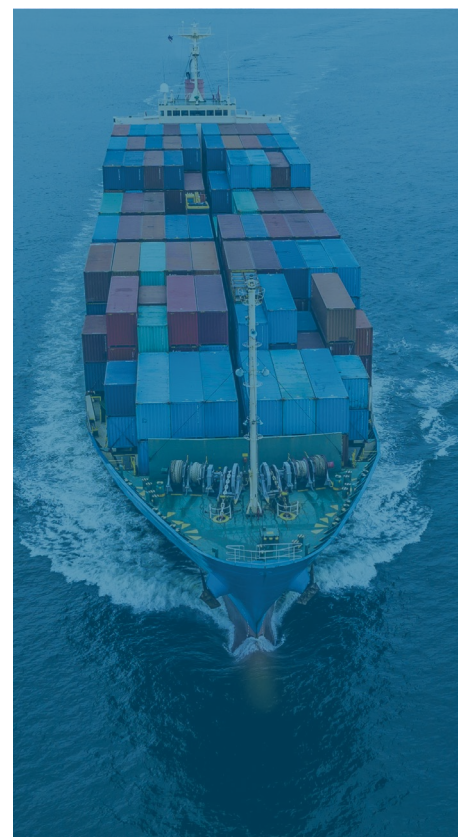
Direction de la politique économique

La Direction de la politique économique observe l'évolution de l'économie suisse et internationale, identifie les mesures à prendre en matière de politique économique et analyse la législation fédérale touchant à l'économie.

14–17

Direction des affaires économiques extérieures

La Direction des affaires économiques extérieures s'engage pour une économie suisse ouverte. Elle défend les intérêts de notre économie à l'étranger en promouvant un commerce mondial libre et équitable.



18–21

Direction de la promotion économique

La Direction de la promotion économique soutient les processus d'adaptation des PME, épine dorsale de l'économie nationale, contribuant ainsi à renforcer la compétitivité de notre place économique et de ses multiples régions.

22–25

Organisation, droit et accréditation

Le centre de prestations Organisation, droit et accréditation permet au SECO de traiter ses dossiers avec efficacité. L'exécution de la loi fédérale contre la concurrence déloyale et l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité sont également de son ressort.

26–27 Gros plan

La secrétaire d'État Helene Budliger Artieda dirige le SECO depuis le 1er août 2022. Dans son interview, elle décrit le rôle du SECO, explique pourquoi elle attache une importance particulière à la diversité et indique ce qu'elle attend de son équipe.





Direction du travail

« Par notre action, nous souhaitons permettre à un maximum de personnes en âge de travailler d'exercer une activité lucrative dans des conditions équitables, sûres et saines. »

Boris Zürcher
Chef de la Direction du travail



Direction du travail

La Direction du travail veille à établir des règles claires en matière de politique du marché du travail. Cela concerne notamment la protection des travailleurs, l'assurance-chômage, le service de l'emploi et la garantie de libre circulation des personnes.

La Direction du travail (DA) œuvre en étroite collaboration avec les partenaires sociaux et les cantons. L'objectif commun est de permettre, dans la mesure du possible, à toutes les personnes en âge de travailler d'exercer une activité lucrative pour un salaire qui leur permet de vivre dans la dignité et à des conditions qui ne portent pas préjudice à leur santé.

De bonnes conditions-cadre

La protection de la santé des travailleurs est l'une des tâches essentielles du SECO. La dureté de la concurrence et l'évolution de la société confrontent les entreprises à des défis sans cesse renouvelés. Aussi de bonnes conditions générales et de travail (durée du travail et du repos conformes à la loi, p. ex.) sont primordiales. L'économie suisse en tire également profit, car des travailleurs en bonne santé sont beaucoup plus performants et productifs.

Soutien en cas de chômage

Le chômage est directement lié à l'évolution de la conjoncture. Il est important, dans les périodes de haute comme de basse conjoncture, de disposer d'outils

En 2021, la durée hebdomadaire moyenne du travail était de 39,4 h pour les personnes actives occupées à plein temps.

Source : OFS

performants pour soutenir efficacement les personnes concernées. La Direction du travail est responsable de l'assurance-chômage et du service public de l'emploi. En collaboration avec les services cantonaux et les offices régionaux de placement (ORP), elle offre un revenu compensatoire convenable aux demandeurs d'emploi et les aide à réintégrer rapidement et durablement le marché du travail.

Un fructueux partenariat social

Le bon fonctionnement du partenariat social est la pierre angulaire du modèle de réussite suisse. La Direction du travail crée les conditions-cadre à cet effet. Elle promeut le dialogue entre les partenaires sociaux et leur permet de jouer un rôle actif. Grâce à l'extension du champ d'application des conventions collectives de travail, l'État protège concrètement les conventions entre partenaires sociaux, ce qui contribue à préserver la paix sociale.

Libre circulation et surveillance du marché du travail

Suite à l'introduction de la libre circulation des personnes, les ressortissants suisses et ceux de l'UE ont le droit de choisir librement leur lieu de travail. L'ouverture du marché du travail suisse qui en résulte fait l'objet de mesures d'accompagnement destinées à protéger les travailleurs indigènes et étrangers contre des conditions de travail et de salaire abusives. En outre, les conséquences de la libre circulation sur le marché du travail sont analysées en continu dans le cadre du rapport de l'Observatoire. La lutte contre le travail au noir constitue, à côté de la surveillance de l'exécution des mesures d'accompagnement, une autre tâche centrale de la Direction.

Placement et location de services

La Direction du travail surveille, conjointement avec les cantons, les activités des agences de placement et des sociétés de location de services. Ces activités sont

soumises à la loi sur le service de l'emploi, raison pour laquelle une autorisation est requise pour protéger les demandeurs d'emploi et les travailleurs loués. En vérifiant le respect des prescriptions légales, la Direction du travail s'assure que les personnes placées ou louées sont protégées et qu'une saine concurrence s'instaure entre les entreprises.

Engagement en faveur du droit international du travail

La Direction du travail œuvre également au niveau international pour le respect des droits des travailleurs. Elle entretient des contacts bilatéraux avec les ministères du travail, traite des questions économiques et des droits de l'homme, et soutient la promotion des normes internationales du travail. Enfin, la Direction du travail représente la Suisse auprès des institutions internationales telles que l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Les principales tâches en bref

- Conditions de travail
- Assurance-chômage
- Surveillance du marché du travail et lutte contre le travail au noir
- Placement privé et location de personnel
- Extension du champ d'application des conventions collectives de travail
- Affaires internationales du travail

- www.seco.admin.ch/travail
- www.travail.swiss
- www.pas-de-travail-au-noir.ch
- www.detachement.admin.ch
- www.avg-seco.admin.ch
- www.nap-bhr.admin.ch

La numérisation de l'assurance-chômage avance à grands pas

La grande majorité des demandeurs d'emploi et des entreprises est satisfaite des prestations des offices régionaux de placement (ORP) et des caisses de chômage (80 pour cent d'après la dernière enquête, menée en 2021). Afin que l'assurance-chômage (AC) puisse maintenir, voire améliorer encore ce résultat réjouissant, elle accorde une priorité élevée à ses projets stratégiques de modernisation et de numérisation de ses applications métier et de ses prestations.

Les citoyens attendent aujourd'hui des prestations numériques simples, compréhensibles et disponibles en tout temps. C'est pourquoi, dans le cadre du projet eAC, l'AC développe continuellement ses services en ligne destinés aux assurés et aux demandeurs d'emploi sur le portail travail.swiss, répondant ainsi au principe « priorité au numérique » inscrit dans la stratégie suisse de cyberadministration 2020-2023.

Quant à SIPACfuture, c'est un projet clé de l'AC, qui prévoit de fournir aux caisses de chômage une application métier entièrement nouvelle pour le traitement et le versement des prestations de l'AC. SIPAC 2.0 vise en particulier à améliorer nettement la transparence du traitement des cas, la prévention des erreurs ainsi que le soutien aux utilisateurs.

L'AC a également remanié l'application métier du service public de l'emploi et de la statistique du marché du travail dans le cadre du projet Modernisation PLASTA. L'interface utilisateur du principal instrument de travail des ORP, fondée sur des technologies garanties à long terme, a été optimisée.



L'assurance-chômage développe ses prestations numériques en continu et propose des services en lignes efficaces.



Direction de la politique économique

« Nous fournissons au Conseil fédéral, au Parlement, à l'administration et au grand public des bases économiques solides pour la prise de décisions. »

Eric Scheidegger

Chef de la Direction de la politique économique



Direction de la politique économique

Une politique économique fondée sur des analyses fiables est indispensable au bon fonctionnement de l'économie.

La Direction de la politique économique fournit des bases scientifiques solides aux décideurs économiques de la Confédération.

La Direction de la politique économique (DP) analyse et documente l'évolution économique de la Suisse. Elle met l'accent sur l'analyse conjoncturelle à court, moyen mais aussi long terme, et elle étudie la croissance tendancielle, l'évolution de la productivité et d'autres facteurs déterminants pour la prospérité de la place économique. Elle a également pour mandat de développer les conditions-cadre en matière de concurrence, par exemple la loi sur les cartels et celle sur le marché intérieur. Les collaborateurs fournissent des bases décisionnelles sous forme d'analyses de l'intégration économique mondiale et des défis posés par la numérisation. La Direction de la politique économique défend la position de la Suisse au sein des comités économiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Elle accompagne en outre les politiques sectorielles, notamment dans les domaines de l'énergie, de l'environnement, des finances, de la santé et des infrastructures.

En 2021, l'économie suisse s'est rétablie du fléchissement de l'année précédente dû à la pandémie. La croissance du PIB a été de 4,2 pour cent.

Source : OFS

Elle examine, sous l'angle économique, les projets d'autres offices et départements, et s'attache à proposer des solutions plus efficaces.

Suivi rigoureux de l'évolution de l'économie

La Direction de la politique économique observe la conjoncture nationale et internationale et analyse les développements économiques. Elle calcule l'évolution trimestrielle du PIB en se fondant sur des normes internationales. Elle élabore les prévisions pour l'économie suisse dans le cadre du Groupe d'experts de la Confédération. Quatre fois par an, elle publie l'enquête sur le climat de consommation.

Bases de décision politiques

La Direction de la politique économique élabore des bases de décision économiques pour la politique du marché du travail, compétence au carrefour entre la politique sociale et la politique économique. Les thèmes abordés varient en fonction des défis actuels ou potentiels : migration, chômage des jeunes, travailleurs âgés, participation des femmes au marché du travail, emplois atypiques ou politique de formation. Analyser l'évolution générale du marché du travail et l'utilisation des instruments de politique du marché du travail fait également partie de ses attributions. Par ailleurs, DP évalue de façon périodique l'efficacité du service public de l'emploi et des mesures relatives au marché du travail.

En sa qualité de centre de compétence pour les questions réglementaires, la Direction de la politique économique œuvre à l'allègement administratif et à une meilleure réglementation. Elle lutte résolument contre les défaillances du marché et de l'État et contribue à une croissance économique durable. En s'appuyant sur l'analyse d'impact de la réglementation, elle assiste

les offices compétents dans l'évaluation des conséquences économiques qu'occasionnent les lois ou ordonnances, nouvelles ou révisées. Elle est en outre compétente pour les questions transversales qui concernent par exemple le frein à la réglementation ou les coûts de la réglementation.

Publications économiques

La Direction de la politique économique assume la responsabilité rédactionnelle des publications suivantes du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) : d'une part, La Vie économique, et, d'autre part, le Portail des feuilles officielles, où sont publiées la Feuille officielle suisse du commerce (FOSC) et plusieurs feuilles officielles cantonales. Le secteur Publications est en outre responsable de l'exploitation et du développement de la plateforme pour les marchés publics simap.ch. Il s'agit d'une application de cyberadministration conjointe de la Confédération et des cantons.

Les principales tâches en bref

- Analyse du marché du travail et politique sociale
- Estimations trimestrielles du PIB
- Prévisions conjoncturelles
- Climat de consommation
- Analyse et politique de la réglementation
- Croissance et politique de la concurrence
- Publications officielles et économiques

- www.seco.admin.ch/politique-economique
- www.lavieeconomique.ch
- www.fosc.ch
- www.simap.ch

Énergie et inflation : la conjoncture soumise à des vents contraires

Au cours des 30 dernières années, l'inflation a été remarquablement basse au niveau mondial, voire parfois négative en Suisse. Cette période a pris fin avec la flambée des prix de l'énergie.

En 2021, les prix ont augmenté au niveau international dans le sillage de la reprise au lendemain de la crise du coronavirus. Des difficultés touchant l'approvisionnement en matières premières et en produits intermédiaires ainsi que la disponibilité des capacités de transport ont freiné globalement l'offre, alors que la demande augmentait fortement. En 2022, la guerre en Ukraine a provoqué de nouvelles augmentations des prix. Les prix du gaz et de l'électricité sont notamment montés en flèche en Europe. L'inflation a nettement augmenté en Suisse également, mais elle est restée inférieure à celle des autres pays européens. La Banque nationale suisse a réagi en augmentant les taux directeurs.

Des instruments de politique économique éprouvés

Les stabilisateurs automatiques sont des instruments de stabilisation de l'économie qui ont prouvé leur efficacité. Le frein à l'endettement en fait partie ainsi que les indemnités en cas de chômage ou de réduction de l'horaire de travail. C'est pourquoi la politique économique suisse ne prévoit habituellement pas de mesures plus poussées en cas de ralentissement conjoncturel ou de récession. Ce principe n'interdit cependant pas de prendre des mesures de politique économique extraordinaires en cas de récession grave, comme cela a été le cas lors de la récente crise du coronavirus. Afin de déployer tous leurs effets, ces mesures doivent répondre aux trois « critères T » : elles doivent être ciblées (targeted) et éviter le principe de l'arrosoir, intervenir à temps (timely) et déployer leurs effets pendant une durée limitée (temporary), sans augmentation permanente des dépenses publiques.



La hausse des prix de l'énergie se fait également sentir en Suisse.



Direction des affaires économiques extérieures

« Nous ouvrons des débouchés à l'étranger au profit des entreprises suisses, participons à l'élaboration du cadre économique mondial et nous mobilisons en faveur d'un développement économique durable. »

Ivo Germann

Chef de la Direction des affaires économiques extérieures



Direction des affaires économiques extérieures

L'économie suisse est orientée vers le marché mondial. La Direction des affaires économiques extérieures (DW) ouvre des débouchés à l'étranger au profit des entreprises suisses, assure la sécurité juridique et se mobilise en faveur d'un développement économique durable.

La Direction des affaires économiques extérieures représente les intérêts de la place économique suisse à l'étranger et veille à ce que les résultats des négociations soient transposés dans le droit suisse. Elle participe à l'élaboration du cadre économique mondial et défend les intérêts économiques suisses au sein d'importantes organisations régionales et multilatérales, comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Association européenne de libre-échange (AELE), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ainsi que le Groupe des Vingt (G20).

Coopération internationale

Avoir de bonnes relations économiques avec les différents pays du monde ne va pas de soi. C'est le fruit d'un travail continu. Dans cette optique, la Direction des affaires économiques extérieures représente les intérêts économiques et commerciaux de la Suisse vis-à-vis de nos partenaires à l'étranger, guidée en cela par la stratégie de la politique économique extérieure approuvée par le Conseil fédéral en novembre 2021.

Les produits et services du commerce extérieur représentent plus d'un tiers de la création de valeur de la Suisse.

Source : stratégie de la politique économique extérieure

La Direction des affaires économiques extérieures s'engage en faveur de la coopération économique avec les pays en développement, les États d'Europe de l'Est, du Caucase et d'Asie centrale ainsi qu'avec les 13 pays d'Europe centrale et de l'Est membres de l'UE. Elle promeut un cadre économique fiable et soutient les initiatives innovantes du secteur privé. Cette approche permet de faciliter l'accès des individus et des entreprises aux marchés, d'ouvrir des perspectives d'emploi décentes dans les pays partenaires et de créer les bases d'une croissance et d'une prospérité durables. En vue de renforcer l'efficacité de son action, la Direction des affaires économiques extérieures collabore notamment avec le Groupe de la Banque mondiale, les banques régionales de développement et les organisations de l'ONU traitant du commerce, et représente les intérêts de la Suisse au sein de ces institutions.

Interconnexion internationale

La Direction des affaires économiques extérieures s'engage pour que les échanges transfrontaliers de biens, de services, d'investissements et de données soient sans obstacle et s'inscrivent dans un cadre garantissant la sécurité juridique. Elle négocie des accords économiques à cette fin. Outre la Convention instituant l'Association européenne de libre-échange (AELE) et l'accord de libre-échange avec l'Union européenne (UE), la Suisse dispose ainsi d'un réseau de 33 accords de libre-échange conclus avec 43 partenaires, et de plus de 110 accords bilatéraux de protection des investissements. Nos accords contribuent également à la diversification de nos marchés d'approvisionnement et de débouché. Il est crucial pour l'ensemble de l'économie de bénéficier d'un accès libre d'entraves aux marchés étrangers, 70 pour cent des PME suisses étant actives au niveau international en qualité d'exportateurs, de fournisseurs ou d'investisseurs.

L'ouverture des marchés fournit de meilleurs débouchés aux entreprises exportatrices, tout en facilitant l'importation des produits, ce dont profitent aussi bien les entreprises productrices (biens intermédiaires meilleur marché) que les consommateurs (prix plus bas et plus grande diversité des produits). Dans ses nouveaux accords, la Suisse promeut en outre les normes internationales telles que les dispositions sur l'environnement, les normes de travail liées au commerce et les normes générales relatives aux droits de l'homme.

Contrôles rigoureux à l'exportation

La Suisse est un pays exportateur qui œuvre à l'ouverture des marchés à l'échelle mondiale. Pour des raisons de politique de sécurité, l'exportation, l'importation et le transit de certaines catégories de biens doivent cependant faire l'objet de contrôles. En période de tensions internationales, l'exportation, l'importation et le transit de certains biens peuvent être interdits.

La Direction des affaires économiques extérieures est responsable du contrôle à l'exportation du matériel de guerre et des biens à double usage. Elle édicte en outre des mesures de coercition pour appliquer les sanctions décrétées par l'ONU, par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ou par les principaux partenaires commerciaux de la Suisse.



Les principales tâches en bref

- Expertise dans le domaine des affaires économiques extérieures
- Relations économiques bilatérales
- Commerce mondial
- Coopération et développement économiques



- www.seco.admin.ch/economie-exterieure
- www.seco-cooperation.ch
- www.efta.int
- www.wto.org

Stratégie de la politique économique extérieure

La Suisse tire parti de son intégration dans l'économie mondiale. Le commerce extérieur suisse contribue en effet de manière notable à assurer notre niveau de vie. La mise en œuvre de la politique économique extérieure de la Suisse crée les conditions-cadre nécessaires. La stratégie économique extérieure approuvée par le Conseil fédéral en novembre 2021 doit guider les travaux de mise en œuvre de la politique économique extérieure des prochaines années.

Le volume du commerce mondial a plus que doublé depuis l'an 2000. Les pays sont de plus en plus nombreux à prendre part au système commercial international. Cependant, la mondialisation accélère également l'évolution technologique, provoquant des changements sociaux. L'interconnexion mondiale et l'échange d'informations se sont également développés à un rythme effréné.

Dans le même temps, il faut relever les défis actuels. Les principaux enjeux sont les changements géopolitiques, notamment la rivalité entre les États-Unis et la Chine ou la tendance à la formation de blocs économiques régionaux. La pandémie de COVID-19 et l'agression de l'Ukraine par la Russie ont en outre renforcé les tendances protectionnistes existantes et accentué la vulnérabilité des chaînes mondiales de production et d'approvisionnement.

Enfin, les thèmes touchant à la politique économique extérieure sont de plus en plus variés : la numérisation croissante crée de nouvelles opportunités et appelle de nouvelles approches réglementaires. L'objectif de durabilité exige quant à lui une intégration « horizontale » des thèmes environnementaux et sociaux.

En réponse à l'évolution de la situation économique, sociale et géopolitique, le Conseil fédéral a approuvé le 24 novembre 2021 la stratégie de la politique économique extérieure qui sera valable pour les prochaines années.



www.seco.admin.ch → Économie extérieure et Coopération économique → Politique économique extérieure → Stratégie de la politique économique extérieure



Direction de la promotion économique

« Les entreprises suisses doivent se frotter quotidiennement à la concurrence mondiale. Elles bénéficient pour cela du soutien de la Direction de la promotion économique, pour le bien de l'économie dans son ensemble et des multiples régions suisses. »

Eric Jakob

Chef de la Direction de la promotion économique



Direction de la promotion économique

Les entreprises suisses se frottent au quotidien à la concurrence mondiale. La Direction de la promotion économique les soutient dans ce contexte, pour le bien de l'ensemble de l'économie.

Plus de 99 pour cent des entreprises en Suisse sont des PME. Elles emploient au total deux tiers des actifs et sont donc souvent qualifiées d'épine dorsale de notre économie. Les PME souffrent souvent fortement de la charge administrative et du changement structurel. La Direction de la promotion économique (DS) s'attache à améliorer les conditions-cadre pour les PME, à faciliter leur accès au financement et à accroître leur performance économique par des instruments de promotion ciblés. Saisir les opportunités de la numérisation fait également partie de l'équation.

Pour les exportateurs et les investisseurs

L'économie suisse est fortement tributaire du commerce extérieur. La Direction de la promotion économique aide les entreprises suisses à exporter leurs marchandises et leurs services et à tirer parti des

L'économie, les instruments d'encouragement et l'administration unissent leurs forces afin d'offrir de nouveaux débouchés dans le domaine des grands projets d'infrastructures internationaux.

Source : SECO

opportunités commerciales internationales grâce à Switzerland Global Enterprise (S-GE), à la Commission de foires et projets et à des mesures spécifiques facilitant l'accès aux grands projets d'infrastructures étrangers.

Elle supervise en outre l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV), qui assure les opérations d'exportation d'entreprises suisses contre les risques économiques et politiques.

Afin de maintenir sa compétitivité à l'échelle mondiale et d'attirer des entreprises étrangères (investissements directs), la Suisse a besoin d'un cadre économique favorable, qui se caractérise notamment par la souplesse du marché du travail, le niveau de qualification élevé de la main-d'œuvre et une charge fiscale modérée. Toutefois, c'est loin de suffire. Dans le cadre de la promotion économique, la Confédération et les cantons informent, par le truchement de S-GE, des principales caractéristiques de la place économique et scientifique suisse. Ils accompagnent en outre les investisseurs potentiels désireux de s'implanter en Suisse dans le respect des principes du développement durable.

Promouvoir les régions – renforcer la Suisse

La Direction de la promotion économique soutient les zones structurellement faibles situées dans l'espace rural, les régions de montagne et les régions frontalières, et renforce leur compétitivité. Avec les cantons, elle encourage par des contributions et des prêts, au titre de la nouvelle politique régionale (NPR), des projets qui maintiennent ou créent des emplois, offrant ainsi un avenir économique à ces régions. L'innovation et le tourisme sont au cœur de la NPR ; la numérisation, l'économie locale et le développement durable en sont des thèmes transversaux importants. La politique régionale

soutient également des projets présentant des recoupements thématiques ou qui débordent les frontières cantonales ou nationales, contribuant ainsi à un développement cohérent et durable du territoire.

Le tourisme revêt une importance considérable pour l'économie suisse, notamment dans l'Arc alpin. C'est la raison pour laquelle la Direction de la promotion économique s'attache à créer des conditions favorables aux entreprises touristiques. Elle soutient les activités liées à l'innovation, à la coopération et à la professionnalisation dans le domaine du tourisme suisse. Elle promeut par ailleurs le marketing de la Suisse en tant que destination touristique à travers le mandat confié à Suisse Tourisme, et soutient le secteur de l'hébergement via le mandat confié à la Société suisse de crédit hôtelier (SCH).

La Direction de la promotion économique assure en outre le suivi et le contrôle des mesures de soutien à l'économie en réponse à la crise du COVID-19 et coordonne les travaux en vue de la prochaine exposition nationale.



Les principales tâches en bref

- Politique PME
- Promotion des exportations
- Promotion de la place économique
- Politique régionale et d'organisation du territoire
- Politique du tourisme



- www.seco.admin.ch/promotion-economique
- www.pme.admin.ch
- www.easygov.swiss
- www.serv-ch.com
- www.s-ge.com
- www.regiosuisse.ch
- www.myswitzerland.com
- www.sgh.ch

Nouveau bureau de liaison pour le « Team Switzerland »

L'économie suisse doit bénéficier d'un meilleur accès aux grands projets d'infrastructures étrangers. C'est ce qu'a décidé le Conseil fédéral en 2021. Dans cette optique, un bureau de liaison chargé de la coordination entre les différents partenaires a été constitué au SECO. Ce bureau a pour tâche de renforcer les échanges entre l'industrie suisse, les services de l'administration fédérale compétents et les instruments de promotion de la Confédération (tels que Switzerland Global Enterprise [S-GE] et l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation [SERV]) ainsi que de veiller à ce que l'offre suisse corresponde mieux à la demande étrangère. L'ensemble des acteurs susmentionnés constituent le Team Switzerland.

Des savoir-faire réunis au sein du Team Switzerland

La collaboration au sein du Team Switzerland doit permettre de rassembler et de synthétiser les connaissances au sujet des grands projets d'infrastructures étrangers, des conditions-cadre locales, des entreprises générales et des solutions de financement, d'une part, et l'offre des exportateurs suisses, d'autre part. Il est prévu qu'une plateforme numérique recense les appels à projets en cours afin de permettre un accès rapide aux opportunités à l'étranger. Le Team Switzerland met également à profit les voyages des conseillers fédéraux et les plateformes comme le Forum économique mondial (WEF) pour promouvoir de façon ciblée les biens et services suisses.

Cette approche porte ses fruits : les entreprises générales étrangères se montrent très intéressées à intégrer les produits suisses de qualité à leurs mandats. Plusieurs d'entre elles ont ouvert une représentation en Suisse. En outre, depuis le début du mandat, la SERV a assuré des projets pour plusieurs centaines de millions de francs, auxquels participent de nombreux exportateurs.



Des représentants des associations, des instruments d'encouragement et des services fédéraux lors de leur participation conjointe au WEF en 2022.



Organisation, droit et accréditation

« Nous nous engageons pour une concurrence loyale profitant à tous les acteurs du marché et pour des produits fiables et de qualité. Nous intervenons lorsque des intérêts collectifs sont en jeu, et renforçons la qualité et la confiance grâce à nos instruments. »

Catherine Cudré-Mauroux

Cheffe du centre de prestations Organisation, droit et accréditation



Organisation, droit et accréditation

Le centre de prestations Organisation, droit et accréditation permet au SECO de traiter ses dossiers avec efficacité.

Le Service d'accréditation suisse SAS évalue et accrédite les organismes d'évaluation de la conformité.

Outre les prestations juridiques traditionnelles du centre de prestations Organisation, droit et accréditation (OA), le SECO exerce le droit de la Confédération d'intenter une action en vertu de la loi fédérale contre la concurrence déloyale (LCD). Le centre de prestation défend également les intérêts de la Suisse au sein du Réseau international de contrôle et de protection des consommateurs (RICPC), qui lutte contre les pratiques commerciales déloyales, notamment les arnaques sur internet. En outre, il élabore des recommandations et des conseils à l'usage des consommateurs et surveille l'exécution cantonale de l'ordonnance sur l'indication des prix (OIP). Enfin, il coordonne les

Le SECO a reçu 339 demandes concernant l'ordonnance sur l'indication des prix.

Source : service juridique du SECO

mesures cantonales et les procédures d'autorisation concernant le commerce itinérant, les activités foraines et l'exploitation des cirques.

Quelque 820 collaborateurs

Le centre de prestations OA coordonne chaque année plusieurs milliers de dossiers. Il veille à ce que les affaires du Conseil fédéral et du Parlement transitant par le SECO progressent sans encombre et à ce que le SECO puisse se prononcer suffisamment en amont, dans le cadre de la consultation des offices, sur les affaires des autres services fédéraux. Le secteur Personnel gère plus de 820 collaborateurs en Suisse et à l'étranger et contribue à ce que le SECO soit perçu comme un employeur attrayant.

Dans le domaine financier, OA gère un budget annuel de 1,4 milliard de francs et traite quelque 20 000 pièces comptables. Le secteur IT et Infomanagement assure le déploiement des prestations informatiques aux collaborateurs. Le secteur Logistique, quant à lui, est chargé de garantir la sécurité du cadre de travail et de la conformité des équipements de bureau, afin que les collaborateurs puissent travailler de manière efficace et agréable. Le controlling et la coordination de la gestion des risques au niveau des offices relèvent également de sa responsabilité.

Pour la qualité et le commerce

Le Service d'accréditation suisse (SAS) évalue et accrédite les laboratoires d'essais et d'étalonnage, les organismes d'inspection et de certification, les producteurs de matériaux de référence et les organisateurs d'essais d'aptitude. L'accréditation

reconnait formellement la compétence d'un organisme à effectuer des évaluations de la conformité selon des exigences déterminées. L'objectif de l'accréditation est de renforcer la confiance dans la compétence et les prestations de services des organismes accrédités. Les évaluations réalisées par ces derniers contribuent en retour à ce que les produits et les prestations examinés soient fiables en termes de qualité et de sécurité, et à ce qu'ils satisfassent ainsi à un standard technique minimum ainsi qu'aux exigences des normes et des lois. Le SAS est subordonné au SECO, mais prend ses décisions en matière d'accréditation de manière autonome et indépendante – en accord avec les prescriptions nationales et internationales en vigueur.

L'ordonnance sur l'indication des prix en bref

Dans les magasins, quand le prix des denrées alimentaires figure sur le rayon ou sur le produit lui-même, ou quand le prix des vêtements exposés dans une vitrine est bien visible, est-ce uniquement le fait de la bonne volonté des commerçants ? Non : indiquer les prix est une obligation, régie par l'ordonnance sur l'indication des prix (OIP).

À quoi sert l'obligation d'indiquer les prix ? L'objectif est d'assurer une indication claire des prix, permettant de les comparer et d'éviter que les acheteurs ne soient induits en erreur.

Cette obligation ne s'applique-t-elle qu'aux marchandises offertes aux consommateurs ? Non. Elle concerne également certains services, notamment dans les domaines de l'hôtellerie-restauration, des salons de coiffure, des centres de fitness, des concerts, des voyages en avion et des voyages à forfait. Seules les prestations mentionnées dans l'OIP sont concernées.

Qui contrôle si les prix sont indiqués correctement ? Il incombe aux cantons de contrôler l'affichage des prix, de surveiller la publicité et de dénoncer les infractions.

Que fait le SECO ? Le SECO conseille les cantons ; il est l'interlocuteur des branches concernées et des organisations intéressées. Il publie également des brochures indiquant comment s'acquitter correctement de l'obligation d'indiquer les prix. Le « Guide pratique » donne une vue d'ensemble des règles générales. Il existe également des brochures spécifiques aux différentes branches. Une propriétaire de boutique en ligne trouvera les informations dont elle a besoin, étayées par des exemples, dans la brochure « Commerce en ligne de marchandises » ; un épicier consultera quant à lui la brochure « Indication correcte des quantités et des prix » et un concessionnaire automobile, la brochure « Véhicules automobiles ».

Les principales tâches en bref

- Accréditation des organismes d'évaluation de la conformité
- Gestion des affaires internes
- IT et Infomanagement
- Approvisionnement logistique de base
- Gestion des ressources financières
- Gestion du personnel
- Prestations juridiques et exécution (LCD, OIP et commerce itinérant)
- Gestion des risques

- www.seco.admin.ch/pratiques-commerciales-publicitaires
- www.sas.admin.ch



Indication des prix dans une boulangerie.

« Nous devons nous ouvrir davantage »

Helene Budliger Artieda dirige le SECO depuis août 2022. Elle est impressionnée par la connaissance des dossiers dont fait preuve son équipe, mais souhaiterait davantage d'interaction entre les directions et les secteurs.

Vous avez repris les rênes du SECO en août 2022. Y a-t-il un sujet qui vous a occupée particulièrement pendant ces premiers mois à la tête de l'institution ?

La question des prix de l'énergie et du renchérissement en général, oui. Les sanctions contre la Russie occupent également le devant de la scène, d'autant plus que l'UE édicte régulièrement de nouveaux paquets de sanctions. Et le coronavirus est toujours d'actualité : les crises s'accumulent... mais je trouve important de faire porter notre regard au-delà de ces préoccupations et d'œuvrer en faveur de développements positifs.

Le SECO est un organisme de taille, qui emploie quelque 800 personnes. Quelle culture d'entreprise souhaitez-vous promouvoir ?

Je suis très impressionnée par l'expertise phénoménale dont font preuve les collaborateurs du SECO. Je reçois des dossiers de haut niveau et peux compter sur mon équipe pour me fournir si nécessaire des informations approfondies. C'est quelque chose que j'apprécie particulièrement, parce que j'ai encore beaucoup de questions.

L'inconvénient d'une telle culture d'entreprise est bien entendu que ces équipes bien rodées fonctionnent de la même manière depuis très longtemps. Ce n'est pas un problème en soi, mais c'est manifeste et nous devons en être conscients.

Concrètement, nous devons travailler à la diversité de nos équipes, une question qui dépasse de loin les questions du genre et de la langue. Je suis partisane de l'intelligence collective. Il est essentiel d'aller à la rencontre

des autres, de se mettre à leur écoute et de découvrir leur point de vue. C'est la seule manière d'arriver à des solutions qui soient vraiment bonnes. Nous devons nous ouvrir davantage : le SECO a besoin de sang neuf, il doit découvrir de nouvelles manières de penser. Il a donc besoin de personnes ayant peut-être suivi un chemin pas tout à fait conventionnel.

Comment comptez-vous y parvenir ?

Mauvaise question ! Développer une identité culturelle en tant qu'organisation, avec des valeurs communes, nous ne pouvons le faire qu'ensemble. Et cela ne se fera naturellement pas du jour au lendemain.

Le SECO s'occupe d'une variété considérable de sujets. Les rôles qui lui incombent sont également très différents les uns des autres : nous élaborons notamment les politiques, assurons la promotion et la surveillance, faisons la police ... des rôles parfois contradictoires. Bien entendu, dans ces conditions, notre tâche est difficile, mais elle en vaut la peine. Le SECO forme une véritable équipe !

« Je suis partisane de l'intelligence collective. »

Helene Budliger Artieda
SECO-Direktorin

Il est de la responsabilité de chacun d'élargir son champ de vision. Je sais d'expérience qu'il est toujours enrichissant de quitter sa zone de confort. Aujourd'hui, on ne peut plus se permettre de s'isoler, que ce soit en tant que pays ou en tant qu'employé. En s'isolant, on s'affaiblit.

Vous communiquez de manière directe, ce qui ne correspond pas à l'image que l'on se fait traditionnellement d'une diplomate. Attendez-vous de vos collaborateurs qu'ils disent eux aussi ce qu'ils pensent ?

Mon franc-parler ne m'a pas toujours rendu service (rires). Les gens sont parfois effrayés au départ, parce que cela ne correspond pas à la norme. Mais, en tant que supérieure

hiérarchique, je veux pouvoir dire si quelque chose n'a pas réussi ou si je suis déçue.

Et j'aimerais que les collaborateurs n'aient pas peur de leurs supérieurs hiérarchiques et qu'ils disent ce qui les préoccupe ou les points sur lesquels ils ont des doutes.

Comment souhaitez-vous que le personnel du SECO gère les erreurs ?

Quand on travaille, il peut y avoir des erreurs. L'essentiel est évidemment d'avertir immédiatement les personnes concernées. Assumer ses erreurs et savoir présenter ses excuses, c'est faire preuve de courage. Pour moi, il est essentiel de sentir que les collaborateurs veulent faire bouger les choses. Et pour cela, il faut parfois prendre un minimum de risques.

Que souhaitez-vous changer ?

Notre mission est claire : nous voulons créer le meilleur cadre économique possible pour la Suisse. En même temps, nous nous engageons pour la protection de l'emploi et la sécurité au travail. Pour le moment, nous devons avant tout nous sortir au mieux de la période de crise actuelle. Par ailleurs, il est très important pour moi que nous nous acquittions de notre mission consistant à ouvrir des portes, y compris dans des marchés un peu plus complexes. Le SECO sera en outre à nouveau sollicité davantage concernant le dossier européen. La Confédération a urgemment besoin de notre expertise. Et nos entreprises, nos chercheurs et nos étudiants ont urgemment besoin d'un signe positif.

Quel est le rôle du SECO pour l'économie suisse ?

Nous défendons un régime libéral. Le juste milieu entre néolibéralisme et interventionnisme est un modèle prometteur pour la Suisse : l'État doit toujours garder un rôle subsidiaire et intervenir seulement lorsque c'est indispensable. En notre qualité de secrétariat d'État à l'économie, nous devons y veiller.

On reproche au SECO d'être trop proche des milieux économiques. Qu'en pensez-vous ?

Nous sommes non seulement le secrétariat d'État à l'économie, mais aussi le ministère



du travail. Dans la plupart des autres pays, ces tâches sont attribuées à des ministères séparés. Nous ne pouvons donc pas nous contenter d'être proches de l'économie. La fusion entre l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIAMT) et l'Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAEE) fait débat encore aujourd'hui, non sans susciter certaines frictions. Je suis cependant d'avis que les avantages l'emportent.

À ce jour, qu'est-ce qui vous a le plus surpris, ou déçue, concernant le SECO ?

J'ai pu constater un respect mutuel que je trouve très positif. C'est très important à mes yeux. Nous passons tellement de temps au travail, il faut que les choses se déroulent de manière correcte. Par contre, je trouve négative la lourdeur organisationnelle du SECO. Je suis surprise du nombre de formulaires, d'autorisations et de signatures qui sont parfois nécessaires. C'est très étonnant pour un office qui défend des valeurs libérales, la dérégulation et la responsabilité individuelle. De ce point de vue là, j'ai vraiment atterri à l'administration fédérale (rires) !

Impressum

Éditeur et copyright : Secrétariat d'État à l'économie SECO

Texte/rédaction/conception : SECO, unité de direction Communication

Mise en page : Push'n'Pull, Berne

Crédits photos : Merlin photographie, Mike Niederhauser (membres de la direction), Adobe Stock, Shutterstock, Publication Stratégie de la politique économique extérieure, Switzerland Global Enterprise S-GE, SECO

Traduction : Service linguistique francophone, SG-DEFR

Commandes : info@seco.admin.ch

Cette publication paraît en allemand, français, italien et anglais.

www.seco.admin.ch/seco-un-portrait

